

Halte à la répression des luttes contre l'austérité en Tunisie !

Entre le 8 et le 11 janvier, 773 personnes ont été arrêtées (dans un pays qui compte six fois moins d'habitants que la France). Parmi eux/elles, un tiers ont moins de 20 ans.

« Ces arrestations ressemblent à des actes d'intimidation. Les autorités tunisiennes prennent pour cibles des personnes ayant simplement exercé de manière pacifique leur droit à la liberté d'expression et de réunion » déclare Amnesty international.

Et cela d'autant plus que des poursuites judiciaires ont immédiatement commencées à être engagées contre des personnes arrêtées.

La répression est le seul moyen trouvé par le gouvernement, dirigé par des notables de l'ancien régime et les islamistes d'Ennahdha, pour tenter de stopper la révolte sociale qui secoue une fois de plus la Tunisie en ce début d'année.

Une de ses principales causes en est la dégradation grandissante de situation économique et sociale de la population :

- Depuis 2011, le coût de la vie a en effet augmenté de 35 %.
En 2017, le taux officiel d'inflation a été de 6,4 %. Mais en fait beaucoup plus pour de nombreux produits : 8 % pour le poisson frais, 9,5 % pour les fruits, 12,7% pour le poulet, 12,8 % pour les légumes frais, 14,5 % pour les viandes rouges, etc.
- La loi de finances 2018 va accélérer cette tendance. Suivant à la lettre les instructions du FMI, le pouvoir a en effet décidé d'augmenter de nombreuses taxes et impôts, dont une hausse de 1 % de la TVA.
- Simultanément la crise économique et la politique d'austérité ont multiplié les suppressions d'emplois et le blocage des recrutements. Résultat, le taux de chômage est officiellement de 15 %, et même de 30 % pour les diplômés chômeurs.

Le seul choix laissé à la population, et notamment à la jeunesse, soit le désespoir et l'émigration par tous les moyens, soit la révolte. C'est dans cette deuxième voie que se sont engagés-e-s celles et ceux qui descendent aujourd'hui dans la rue, et qui ont besoin une fois de plus de notre soutien.

Et cela d'autant plus que la politique néo-libérale que leur inflige le pouvoir tunisien aux ordres du FMI, est sur de la même longueur d'onde que celle que nous subissons en France.

L'Union syndicale Solidaires exprime sa solidarité avec les tunisiens et tunisiennes mobilisés-e-s.

Elle exige l'arrêt immédiat des arrestations de manifestants-e-s et des poursuites engagées contre elles et eux.

